



# LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 24 – Semaines du 31 janvier au 11 février 2022

## SOMMAIRE

**FOCUS** : Nouveau cadre du *saneamento básico* : entre avancées et défis persistants

### Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Incertitudes sur le maintien du programme de suivi de la déforestation dans le *Cerrado*.
- ❖ L'Observatoire du Climat présente un aperçu de la surveillance environnementale au Brésil en 2021.
- ❖ La forêt Atlantique - *Mata Atlântica* - fera désormais l'objet d'un système d'alerte contre la déforestation.

### Environnement

- ❖ La BNDES et la Banque Mondiale signent un accord pour un agenda climatique commun.

### Énergie

- ❖ Le gouvernement crée la nouvelle entreprise qui gèrera Itaipu Binacional et Eletronuclear.
- ❖ La production de gaz naturel au Brésil a atteint son plus haut niveau en 2021.

### Infrastructures & Transports

- ❖ Les aéroports Santos Dumont et Galeão pourraient être mis aux enchères ensemble.
- ❖ Les projets de terminaux portuaires privés sont en plein essor.

### Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ La BNDES prévoit de nouveaux investissements dans l'assainissement.

### Et Aussi

- ❖ Pour contribuer à l'émergence des « villes intelligentes », le secteur de l'éclairage public souhaite une révision des modèles de PPP.
- ❖ Les projets de PPP au Brésil restent confrontés à un faible taux d'aboutissement.



## FOCUS

### Nouveau cadre du *saneamento básico* : entre avancées et défis persistants

**Le Brésil fait face à des enjeux majeurs en termes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.** En 2020, 16% de sa population (33 millions de Brésiliens) n'avait pas accès à l'eau potable courante et 45% (98 millions d'habitants) n'était pas connectée au tout-à-l'égout. En outre, les **inégalités territoriales** et la mobilisation des fonds pour le **développement des services d'eau et d'assainissement** font figure de défis majeurs.

Dans ce contexte, a été promulguée, le 15 juillet 2020, la loi n°14.026, porteuse de changements structurants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, dont notamment :

- i. Un objectif « d'universalisation »** visant à garantir, dès 2033, l'accès à l'eau potable courante à 99% de la population ainsi que la collecte et le traitement des eaux usées à 90%.
- ii. Une régionalisation des services** d'eau et d'assainissement en consortiums de municipalités (à l'adhésion volontaire) au sein desquels les services pourraient être assurés par un unique opérateur.
- iii. La généralisation d'un processus concurrentiel** ouvert aux acteurs privés pour les mises en concession des infrastructures et services.
- iv. De nouvelles compétences octroyées à l'ANA** (Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement), désormais en charge d'établir les nouvelles réglementations et décrets d'application du secteur.
- v. Une évaluation des capacités économiques et financières des concessionnaires** (publics ou privés), préalable à l'obtention de nouveaux contrats ainsi qu'au maintien des accords existants.

Début 2022, 129 blocs régionaux ont ainsi été dessinés au sein de 23 des 27 États fédérés du Brésil. À cette date, les États du Pará, d'Acre et du Tocantins n'ont pas établi de partition régionale ni soumis de projet de loi à cet égard. **Fin 2021, les processus de**

**régionalisation initiés avaient abouti à 7 mises en concession, sommant un total de 42 Mds BRL (6,5 Mds EUR) d'investissements.** Attendue depuis près de 20 ans, **la mise en concession la plus emblématique a été celle de la CEDAE** (Compagnie d'Eau et d'Assainissement de l'État de Rio de Janeiro), desservant 14,2 millions de personnes, dont les enchères ont permis d'amasser 24,9 Mds BRL (3,85 Mds EUR) de primes et d'engager 32 Mds BRL (5,33 Mds EUR) d'investissements.

La nouvelle réglementation charrie évidemment son lot de questions et défis nouveaux. **L'équilibre technico-économique tracé par les États, au moyen des blocs régionaux, est confronté à la liberté des municipalités d'y adhérer ou non. L'évolution réglementaire interroge aussi le positionnement des entreprises publiques des États** par l'ouverture possible du marché à la concurrence des acteurs privés et par l'introduction de l'évaluation de leurs capacités économiques et financières. Selon les premiers résultats publiés par l'ANA en janvier 2022 les entreprises publiques de l'Acre, d'Amazonas, du Maranhão, du Pará, du Piauí, du Roraima et du Tocantins ne satisferaient pas aux exigences réglementaires, ce qui pourrait avoir un impact sur leurs contrats et capacités de développement.

Si les observateurs saluent les **avancées et perspectives ouvertes par l'introduction du nouveau cadre réglementaire**, ils s'attendent aussi à **quelques bras de fer judiciaires** entre le pouvoir fédéral et les entreprises concernées. Dix-huit mois après l'entrée en vigueur de la loi, force est de constater que la transformation du secteur est en marche mais fait encore face à quelques enjeux techniques, politiques et stratégiques qui demeurent au centre des attentions.





## Amazonie & Biomes brésiliens

### Incertitudes sur le maintien du programme suivi de la déforestation dans le *Cerrado*

Après les chiffres en croissance de la déforestation en Amazonie légale en 2021 (13 235 km<sup>2</sup>), ceux pour le biome *Cerrado* suivent la même tendance. **8 531 km<sup>2</sup> y ont été défrichés, soit 8% de hausse par rapport à 2020 et un record depuis 2015.** Dans ce contexte, **le maintien du système fédéral de surveillance de la déforestation dans ce biome est pourtant mis en question** ; le contrat de financement entre l'Union et la Banque Mondiale a pris fin le 31 décembre 2021 et ne sera pas renouvelé. **Des chercheurs de l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE), qui pilote le programme, redoutent sa clôture en avril** et ont fait appel à un groupement d'ONG et de fondations pour dialoguer avec la direction de l'INPE et rechercher des solutions. L'Alliance pour le Climat et l'Usage des Sols (CLUA), formée de fondations à but non lucratif, a même proposé de payer elle-même les 2,5 M BRL (420 M EUR) annuels nécessaires au dispositif, sans succès. Le directeur de l'INPE, **Clézio de Nardin, s'est montré plus rassurant en affirmant que le projet de loi budgétaire de 2022 devrait bien inclure des ressources suffisantes pour le financement d'un nouveau programme.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

### L'Observatoire du Climat présente un aperçu de la surveillance environnementale au Brésil en 2021

Un rapport de l'Observatoire du Climat au Brésil intitulé « *A conta chegou* », publié le 1<sup>er</sup> février, fait un **état des lieux des évolutions de la déforestation et de la surveillance environnementale au Brésil en 2021.** Au-delà des chiffres records de la déforestation en Amazonie légale en 2021 (13 235 km<sup>2</sup>), le rapport souligne également que **l'IBAMA (Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables), organe**

**fédéral de lutte contre les crimes environnementaux, n'a dépensé que 41% de son budget dédié à l'inspection et la surveillance environnementale en 2021.** Seuls 88 M BRL (14,7 M EUR) des 219 M BRL (36,7 M EUR) alloués ont été utilisés. En comparaison, l'IBAMA dépensait en moyenne entre 86% et 92% des ressources qui lui étaient affectées sur les années précédentes. Le rapport montre aussi que **le nombre de procès-verbaux pour déforestation en 2021 a été le plus bas en deux décennies avec 40% d'avis émis en moins par rapport à 2010.** (Articles [ici](#) et [ici](#) ; rapport [ici](#))

### La Mata Atlântica fera désormais l'objet d'un système d'alerte contre la déforestation

Depuis le 1<sup>er</sup> février, un **Système d'Alerte de Déforestation (SAD) est opérationnel pour la Mata Atlântica (forêt atlantique).** Géré par l'ONG SOS Mata Atlântica, en collaboration avec la société de géographie Arcplan et le projet MapBiomass, le système est capable de détecter les zones déboisées de plus de 0,3 hectare. **Les données publiées ne seront toutefois pas considérées comme officielles, à l'inverse de celles de l'Institut National de Recherche Spatiale (INPE).** Jusqu'à présent, les données de déforestation sur ce biome étaient publiées chaque année dans l'« Atlas des Vestiges Forestiers de la Forêt Atlantique », un partenariat entre SOS Mata Atlântica et l'INPE, mais le système n'était capable d'identifier que les zones de plus d'un hectare. **Pendant la phase de test du nouveau système, en 2021, 1 103 alertes ont été émises, représentant une surface de 6 739 hectares, soit l'équivalent de près de 7 000 terrains de football.** Étendue initialement sur 1,3 million de kilomètres carrés le long d'une grande partie de la côte brésilienne, la forêt Atlantique ne présente aujourd'hui plus que 12,4 % de forêts primaires. (Article [ici](#))

## Environnement

### La BNDES et la Banque Mondiale signent un accord pour un agenda climatique commun

La Banque Nationale pour le Développement Économique et Social (BNDES) et la Banque Mondiale ont signé un protocole d'accord (« *Memorandum de Entendimento* ») pour l'établissement d'un agenda climatique conjoint. L'accord vise à promouvoir l'échange d'informations et d'expériences afin de développer un programme commun sur le **climat, le marché du carbone et la biodiversité au Brésil**. Selon la BNDES, cette coopération lui permettra d'améliorer ses processus

de financement de projets liés à l'environnement, alors que **la Banque Mondiale** – bailleur de premier rang dans ce domaine dans les pays en développement – a **dédié plus de 26 Mds USD (23 Mds EUR) à des financements de projets à visée climatique en 2021**. Parmi les actions prévues, figurent la **création d'outils de mesure des risques liés au climat et à la biodiversité au Brésil et la définition de méthodes d'évaluation des pratiques ESG** (environnementales, sociales et de gouvernance) **des entreprises**. (Article [ici](#) et [ici](#))

## Énergie

### Le gouvernement crée la nouvelle entreprise qui gèrera Itaipu Binacional et Eletronuclear

Dans le cadre du processus de privatisation d'Eletrobras, **le gouvernement a créé, début janvier, l'Empresa Brasileira de Participacoes em Energia Nuclear e Binacional S.A (ENBPar), nouvelle entreprise qui contrôlera les activités d'Eletronuclear et Itaipu Binacional**, deux filiales d'Eletrobras qui resteront publiques. Les deux sociétés emploient environ 3000 personnes pour un chiffre d'affaires de 8,13 Mds BRL (1,35 Md EUR), mais **leurs actifs ne seront transférés à ENBPar qu'une fois la privatisation d'Eletrobras achevée**, ce qui est prévu pour le premier semestre 2022. À peine mise sur pied, la nouvelle entreprise devra mener à bien deux importants projets : i/ la **révision des bases financières du barrage du traité d'Itaipu**, prévue pour 2023, et ii/ la **construction de la centrale nucléaire Angra 3** dont l'exploitation devrait débuter en 2026. En outre, ENBPar reprendra à sa charge la **conduite du Programme National d'Économie d'Énergie Électrique (Procel)** et la

gestion des contrats de commercialisation de l'énergie issue du Programme d'Incitation aux Sources Alternatives d'Énergie Électrique (Proinfa). (Article [ici](#))

### La production de gaz naturel au Brésil a atteint son plus haut niveau en 2021

D'après les données publiées par l'Agence Nationale du Pétrole, du gaz naturel et des biocarburants (ANP) en janvier 2022, **le Brésil a produit un volume record de gaz naturel en 2021, avec une augmentation de 5% par rapport à 2020**. La production quotidienne moyenne dans le pays était de **134 millions de mètres cubes par jour (Mm<sup>3</sup>/j) l'an dernier contre 127 Mm<sup>3</sup>/j en 2020**. Malgré une baisse de la production de gaz naturel de 3,2% entre novembre et décembre 2021, les volumes de gaz produits sur le dernier mois de l'année restaient 4,1% supérieurs à ceux de décembre 2020. Les chiffres de 2021 ont été grandement portés par la **production des 133 puits en activité dans le pré-sel, qui ont représenté 73,8 % des volumes de gaz naturel**

produits au Brésil cette année. **Le marché reste aujourd'hui largement dominé par l'entreprise publique Petrobras qui a assuré 93% de la**

**production** de gaz naturel à l'échelle du pays durant le dernier mois de décembre. (Article [ici](#))



## Infrastructures & Transports

### Les aéroports Santos Dumont et Galeão pourraient être mis aux enchères ensemble

Initialement prévue pour le premier semestre 2022, la vente aux enchères de l'aéroport Santos Dumont est reportée à 2023. Alors que l'État de Rio de Janeiro témoignait de fortes inquiétudes sur les impacts que pourrait avoir cette mise en concession sur les activités de l'aéroport international Galeão, **la décision avait été prise, début février, de restructurer la vente prévue de 26 aéroports en présentant l'aéroport Santos Dumont seul, dans un 4<sup>e</sup> bloc, afin d'isoler les risques juridiques.** Cependant, **le concessionnaire de l'aéroport Galeão, Changi Airports, a présenté le 10 février son souhait de mettre un terme au contrat de concession actuel**, qui devait se poursuivre jusqu'en 2039. Cette décision, motivée par les impacts des crises économiques et sanitaires sur le secteur de l'aviation, rebat de nouveau les cartes du projet initial. **Le ministre des Infrastructures, Tarcísio de Freitas, a alors indiqué que le gouvernement allait étudier une mise aux enchères conjointe des aéroports Santos Dumont et Galeão en 2023.** Le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro, voit cette situation comme une opportunité de structurer un nouveau projet qui réponde à ses préoccupations initiales. La mise en vente des 25 aéroports restants, dont celui de Congonhas, est pour le moment maintenue pour le premier semestre de cette année. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

### Les projets de terminaux portuaires privés sont en plein essor

Plus rapides à mettre en place et administrativement moins contraignants que des terminaux portuaires publics, les projets de construction de terminaux d'usage privés (TUP) sont en plein essor. **Courant 2021, plus de 30 projets de construction de TUP ont été autorisés ou étaient en cours d'analyse** par l'Agence Nationale du Transport Fluvial (ANATAQ). L'Association des Terminaux Portuaires Privés (ATP) affirme que ces projets totaliseraient déjà **9,5 Mds (1,6 Md EUR) d'investissement dans le secteur portuaire pour les années à venir.** Le Ministère des Infrastructures, quant à lui, affirme que **53 projets** de cette nature seraient en attente d'approbation par l'ANTAQ, pour des montants d'investissements potentiels de **38,8 Mds (6,5 Mds EUR).** Aujourd'hui, les TUP seraient responsables des **deux tiers (en tonnes) du fret maritime brésilien**, concernant principalement les ressources minérales et les carburants. **Les principaux écueils relatifs à ces projets demeurent les difficultés d'obtention des autorisations environnementales et les justifications de viabilité économique,** nécessaires à leur aboutissement. (Article [ici](#))



## Eau, Assainissement, Déchets

### La BNDES prévoit de nouveaux investissements dans l'assainissement

M. Fabio Abrahão, directeur des infrastructures, des concessions et PPP à la BNDES (Banque Nationale de Développement Economique et Social), a annoncé un **nouveau cycle de mises en concession dans le secteur de l'eau et de l'assainissement** (*saneamento*). Le premier cycle, qui s'est achevé fin 2021 a déjà permis d'asseoir 42 Mds BRL (6,5 Mds EUR) d'investissements avec 7 mises en concession. **Parmi les projets à l'étude pour 2022, se distinguent la mise en concession des services de *saneamento* de la ville de Porto Alegre (RS), dans l'État du Rio Grande do Sul, qui prévoit 2 Mds**

BRL (328 M EUR) d'investissements, et la structuration d'un **partenariat public-privé (PPP) dans l'État du Ceará**. La BNDES prépare également des mises en **concession dans les États de Paraíba, Sergipe, Rondônia et d'Acre**, ainsi que la **privatisation de la compagnie d'eau et d'assainissement de l'État du Rio Grande do Sul (CORSAN)** pour 2023. Cette dernière serait la première du secteur dans le pays. Outre les projets d'eau et d'assainissement, la BNDES veut commencer à structurer des concessions pour la gestion des déchets (dits solides urbains), secteur à ce jour moins développé. (Article [ici](#))

## &+ Et Aussi

### Pour contribuer aux « villes intelligentes », le secteur de l'éclairage public souhaite une révision des modèles de PPP

Le marché de l'éclairage public, propice à l'émergence de partenariats public-privé (PPP), a déjà permis de mobiliser 18 Mds BRL (3 Mds EUR) d'investissement à l'échelle du Brésil, par les contrats signés ces dernières années. Selon l'Association Brésilienne des Infrastructures et des Industries de Base (ABDIB), il s'agit du secteur dans lequel les PPP se sont le plus développés. Mais **face aux perspectives de développement croissantes des services numériques associés à la « ville intelligente », les acteurs du secteur défendent une révision des modèles contractuels pour créer plus de sécurité et renforcer les investissements en la matière**. À date, les contrats ne prévoient pas de sources de financement spécifiques pour ces solutions, et les entreprises recourent à des sources extérieures financement, plus incertaines, pour les

développer. L'ABDIB et le cabinet Radar PPP estiment **qu'une révision adéquate des contrats pourrait engendrer 5 Mds BRL (840 M EUR) d'investissements supplémentaires dans le secteur de l'éclairage public et pourrait faire passer le nombre PPP pour ces services de 60 à plus de 500 dans les dix prochaines années**, profitant notamment aux communes de 30 000 à 50 000 habitants. (Article [ici](#))

### Les projets de PPP au Brésil restent confrontés à un faible taux d'aboutissement

Malgré l'éclosion de nombreux projets de partenariats public-privé (PPP) ces dernières années, ce modèle affiche des taux d'échec très élevés dans le pays. Selon une enquête du cabinet Radar PPP, **125 appels d'offres (AO) ont été annulés (soit une augmentation de 20% par rapport à 2020) et 114 autres ont été suspendus ou reportés en 2021**. Un quart des projets n'ont *in fine* pas pu être menés à leur

terme sur l'année. Selon le professeur de stratégie et de gestion publique à l'université INSPER, Sandro Cabral, **ce fort taux d'échec peut s'expliquer par un contexte économique relativement instable (inflation, taux d'intérêt élevés, etc.) et à un manque de structuration des projets en amont, qui dissuade les entreprises d'y répondre.** 80% des AO annulés en 2021 l'ont été faute de candidat. S'il souligne que les modèles de concession et PPP dans le pays ont progressé - notamment grâce à des marchés mieux établis et des projets mieux structurés - M. Cabral insiste sur l'importance de mieux sélectionner les projets et de renforcer le travail de structuration pour attirer davantage le secteur privé et se prémunir des litiges juridiques et des blocages par les organes de contrôle. (Article [ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)